

JULIEN ATTAL SAINT-DENIS



Question naïve et pourtant cruciale à l'heure où le monde fait face à une pandémie historique. Depuis le sida sans doute aucune maladie n'avait eu d'effet aussi direct sur le cours de nos vies. Et comme le sida sans doute, même si l'on trouve demain les traitements, cette pandémie transformera durablement notre rapport aux autres et au monde. C'est le fameux jour d'après. Mais à quoi ressemblera-t-il ?

Une des questions immédiatement posées à de nombreux français est celle de l'école et de la réouverture des classes. Question qui dépasse largement celle de l'ouverture ou non tant elle interroge sur la capacité de notre démocratie à répondre à la crise systémique que nous vivons depuis des décennies. La fermeture des établissements scolaires a mis en lumière les immenses inégalités (numériques, économiques, sociales, culturelles) qui préexistaient. La réouverture désordonnée, sans véritable rupture ni possible continuité, montre l'affaiblissement du pouvoir politique et des services publics. Face à une crise mondiale, d'une ampleur et d'une violence rarement vues, on n'a que des solutions de bout de chandelle, la bonne volonté d'élus, des parents, des personnels, quelques masques, du gel hydroalcoolique et vogue la galère. Aux Maires de décider, aux parents de décider, aux enseignants de voir, aux directions de s'organiser et département par département, circonscription par circonscription, bassin par bassin, une espèce de reprise à tâtons se met en place. Et dans les conditions actuelles c'est sans doute la seule décision raisonnable possible pour les Maires : ouvrir doucement, prudemment, comme on sortirait d'un terrier sans trop savoir si la menace est là.

Parallèlement un débat clivé et acharné oppose certains qui veulent tout ouvrir tout de suite et d'autres qui ont peur. Les premiers parfois par opportunisme politique, parfois par conviction, parfois par besoin de retrouver la norme d'avant et peut-être parfois même par adhésion à un système qui place la réussite et le travail au-delà de toute autre considération, ne comprennent pas la progressivité des réouvertures. Les seconds, parfois de façon ostentatoire, mais pour les plus nombreux en restant loin de l'institution scolaire et des débats qui l'entourent, ne veulent pas laisser leurs enfants prendre le risque d'une contamination, ne comprennent pas que l'on ne fasse pas d'abord jouer le principe de précaution.

A Saint-Denis il est assez surprenant de voir le jeu joué par le PS local et LREM pour pousser à une ouverture coûte que coûte de l'ensemble des écoles comme si l'impératif unique était celui de scolariser les enfants, sans nuance, sans tentative de raisonner au-delà de l'idée que la place des enfants en ce moment est à l'école. Et pour quelle raison ? Pour le bien de tous les enfants ? Sans même s'être jamais demandé ce qu'il se passe quand fin juin, pendant 2 mois, ils sont en vacances. Pendant que, pour une part nous sommes dans des gîtes ou des campings, plus de 50% des Français (bien d'avantage à Saint-Denis) travaillent ou très souvent végètent. Une sorte de confinement soft et pourtant une violence extrême pour beaucoup trop d'enfants. Et quand ils avaient ou depuis qu'ils ont le pouvoir d'agir, pourquoi s'acharner à réduire les budgets sociaux, pourquoi mener campagne contre les politiques locales de solidarité à Saint-Denis, comment expliquer les politiques d'affaiblissement de l'école publique au profit du secteur privé qu'ils ont mené et mènent encore.

En faisant abstraction des postures ou des luttes guidées par les seuls intérêts de petits groupes sociaux. Il faut reconnaître que les deux camps ont des arguments convaincants et la démocratie se construisant dans la confrontation on pourrait imaginer qu'une décision nationale, concertée, pesée soit prise en s'appuyant sur un débat parlementaire et des auditions des principaux intéressés. On pourrait imaginer que confronté.e.s à cette crise nouvelle on développe nationalement des moyens nouveaux pas uniquement pour permettre la reprise des cours d'ailleurs. Des moyens pour construire à partir de ces quelques semaines qui ont définitivement levé le voile sur la réalité du délabrement de nos services publics

et les inégalités terribles qui persistent et s'aggravent, une école qui donne la possibilité à chacun.e de réussir, protège les enfants comme les membres adultes de la communauté éducative.

Quand les plans de relance de l'économie se chiffrent en centaines de milliards d'euros, que l'état d'urgence sanitaire met entre parenthèse de nombreux droits sociaux et démocratiques, les libertés individuelles, parce que « il faut faire face ». On peut imaginer qu'il y a mieux à faire pour les enseignant.e.s et les enfants de ce pays que des masques, du gel hydroalcoolique et des demis groupes sur fond de système D.

Le gouvernement est enfermé dans une logique libérale qui prive, pour des raisons idéologiques, de mauvais principes, la puissance publique de toute capacité d'innovation profonde. Réarmer l'Etat et la politique ce serait admettre que l'initiative privée et le marché ne règle pas tout. Alors d'hésitation en non-décision, l'Etat construit un sentiment d'abandon, un repli, laisse les débats se tendre. Les collectivités payent, les Maires portent souvent seuls la lourde responsabilité des réouvertures, pris en étau. Les oppositions locales s'en donnent à cœur joie, on se divise quand on devrait s'unir. Et au final, fait grave, on a l'impression qu'à ce rythme il n'y aura pas de réelle rentrée en septembre.

Mais alors il faudrait faire quoi ?

Il faudrait injecter des milliards d'euros dans notre système éducatif, accepter de penser sur le long terme et planifier sur un ou deux ans le rattrapage de ce qui a été perdu et la digestion de ce qui a été intériorisé. Accompagner le développement de nouvelles formes d'apprentissage qui ne trient pas les enfants mais les accompagne dans leur progression.

Il ne faut pas laisser l'école seule face à toutes les difficultés et violences vécues par les enfants. Il faut des travailleurs sociaux, des éducateurs, une médecine et particulièrement des psychologues scolaires réarmés, revalorisés, accompagnés par le ministère. Il faut lutter mieux et communiquer beaucoup plus sur les violences faites aux enfants. Il faut inclure les parents beaucoup plus dans la construction d'un véritable chemin qui d'aujourd'hui, à cet instant, jusque dans plusieurs mois, permette que la totalité des enfants soient dans des conditions

optimales d'apprentissage, au-delà même de ce que nous connaissions avant la pandémie.

Il faut protéger mieux les salariés face à leur employeur éviter le chantage, interdire les licenciements, redonner un peu de souffle et organiser une sortie massive de la précarité de ceux qui n'ont, c'est la majorité d'entre nous, que leur travail pour vivre. Il faut définir les rôles de l'école et cette crise a mis en avant la dimension fondamentale de cet espace de vie collective, de la cantine scolaire qui nourrit bien, de la difficulté d'être enseignant, de la pierre angulaire que sont les Atsem et les autres adultes engagés aux cotés des enfants tout au long de leur scolarité.

Le réseau école du PCF développe comme bien d'autres acteurs politiques, syndicaux, associatifs, des propositions fortes dans ce sens... a retrouver sur https://www.pcf.fr/plan_d_urgence_pour_l_cole

Il faut donc (plus que le clivage et les certitudes) un plan d'urgence ambitieux pour l'école, comme il en faut pour l'hôpital, la justice, l'alimentation ou la transition écologique, parce qu'il faut la réouverture la plus rapide et la plus complète possible afin que s'exerce à la fois le droit à l'éducation et l'obligation scolaire. Dans la situation que nous vivons cela demande de mobiliser des moyens qui ne l'ont pas été depuis des décennies. Il serait redondant de refaire la longue liste des décisions politiques successives (des suppressions de cotisations à la suppression de l'ISF en passant par le CICE) qui consistent à rendre l'argent à ceux qui en ont le plus.

Nous le savons l'argent existe et comme en 2007-2008 lors de la crise financière, devenue économique, c'est à coup de milliers de milliards de dollars et d'euros publics que les grands groupes vont être transfusés sans pourtant avoir à démontrer qu'ils sont malades, eux qui distribuent des dividendes comme si de rien n'était et prévoient d'ores et déjà les fermetures d'usines comme Renault.

Si les écoles doivent ouvrir au plus vite, elles doivent surtout ouvrir au mieux car des vies sont en jeu, il n'est sans doute pas possible, vu le retard pris, de construire en quelques jours les conditions objectives d'un retour massif d'enfants accompagnés par des parents en qui les appréhensions légitimes se

seraient muées en confiance en l'institution. Mais donner le signe d'une prise de conscience de l'urgence sociale que nous vivons par ceux qui ont le pouvoir d'agir serait déjà un soulagement immense. L'exaspération qui a conduit au mouvement des gilets jaunes, celle qui a conduit des centaines de milliers de personnes dans la rue ces derniers mois, reposent sur ce même sentiment de mépris de ce que nous vivons collectivement comme une immense dégradation de ce qui nous unit et nous conduit à faire société. La précarité est non seulement économique mais de plus en plus totale, sociale, sanitaire, éducative, alimentaire... Cette pandémie qui est en lien avec les causes de la crise écologique aurait une tragique utilité si elle permettait demain que la relative prise de conscience par la population des enjeux environnementaux s'accompagne d'une prise de conscience des enjeux économiques et sociaux... Le capitalisme ruine l'homme et la planète, presque un lieu commun, qui quand il se concrétise en un blackout mondial devrait quand même conduire à nous interroger collectivement.